

quatre, boulevard extérieur, descente à Clignancourt — Tramways : Trocadero-La Vierge, — Autobus : Hôtel de Ville-Porte Maillot, Pilles-du-Cataire-Les Ternes, — Tramways, rive gauche : Montparnasse-Blotie.

disait : « Si le Congrès de Bâle décide pas une mobilisation prolétarienne, je ne sens pas le droit de la décider moi-même. »

Nous discuterons pour nous, mais nous ne pouvons subordonner notre action. Nous aurons voté la motion de Clément, nous ne le pouvons plus, après ses commentaires.

Clément fait remarquer que Jouhaux prend il est vrai des responsabilités, qu'il en prend trop ! Et il retire sa motion.

Le président fait savoir qu'il a reçu trois motions de même ordre. Il consulte le Congrès qui décide de passer à l'ordre du jour.

Les moyens préventifs

Royer, secrétaire de l'Union des Syndicats du Rhône, propose une manifestation nationale sous forme d'une grève générale qui aurait lieu le jeudi et il demande aux transports, si l'on peut compter sur eux.

Montoux (Belairage), aurait voulu une réunion préalable des délégués des fédérations pour la plus décisive intervention. Ils auraient dit : « Voilà jusqu'où nous mandats peuvent aller. » Il estime donc que Jouhaux s'est trop avancé, tout à l'heure.

Pérol demande qu'on sorte de la théorie, la ligne de conduite ayant été tracée par les précédents Congrès confédéraux, il n'y a pas à discuter, mais à appliquer.

Il demande une commission qui choisirait dans une liste de noms, une dizaine de personnes, pour constituer un comité d'action. Il indique que, plus efficace que d'autres serait pour la grève générale, l'arrêt de certaines corporations, mais que, si celles-ci étaient trop timorées, l'action générale pourrait quand même déterminer cet arrêt.

La parole, dit Savoye, est à Schneider, pas celui qui fabrique des canons.

Schneider, respecte que Clément ait retiré sa motion.

Si nous n'avons pas d'accord avec l'Internationale, nous risquons de ne pas survivre, surtout par les populations des frontières.

La fin de ce discours est coupée par des applaudissements ironiques et Jouhaux doit regretter que des paroles de camarades aient été dites.

Comme, ainsi, en dépit des paroles de camarades, les délégués n'ont pas résolu, pas assez l'ordre qui avait été adopté pour ces débats, puisqu'on s'était mis d'accord pour sérieusement discuter l'action préventive et les moyens d'exécution.

Clément : Il n'y avait eu qu'une seule action internationale. On la ridiculise !

Combes déclare ne vouloir parler que des moyens préventifs. Il les déclare illusoire. Il dit que, pas de guerre, la classe ouvrière ferait la Révolution.

Dumoulin énonce les conditions indispensables à la portée du Congrès : l'une, c'est qu'il se passe dans une atmosphère de confiance, l'autre que ses débats aient un caractère de sérieux.

Clément : Il n'y avait eu qu'une seule action internationale. On la ridiculise !

Combes déclare ne vouloir parler que des moyens préventifs. Il les déclare illusoire. Il dit que, pas de guerre, la classe ouvrière ferait la Révolution.

Dumoulin énonce les conditions indispensables à la portée du Congrès : l'une, c'est qu'il se passe dans une atmosphère de confiance, l'autre que ses débats aient un caractère de sérieux.

Clément : Il n'y avait eu qu'une seule action internationale. On la ridiculise !

Combes déclare ne vouloir parler que des moyens préventifs. Il les déclare illusoire. Il dit que, pas de guerre, la classe ouvrière ferait la Révolution.

Dumoulin énonce les conditions indispensables à la portée du Congrès : l'une, c'est qu'il se passe dans une atmosphère de confiance, l'autre que ses débats aient un caractère de sérieux.

Clément : Il n'y avait eu qu'une seule action internationale. On la ridiculise !

Combes déclare ne vouloir parler que des moyens préventifs. Il les déclare illusoire. Il dit que, pas de guerre, la classe ouvrière ferait la Révolution.

Dumoulin énonce les conditions indispensables à la portée du Congrès : l'une, c'est qu'il se passe dans une atmosphère de confiance, l'autre que ses débats aient un caractère de sérieux.

Clément : Il n'y avait eu qu'une seule action internationale. On la ridiculise !

Combes déclare ne vouloir parler que des moyens préventifs. Il les déclare illusoire. Il dit que, pas de guerre, la classe ouvrière ferait la Révolution.

Dumoulin énonce les conditions indispensables à la portée du Congrès : l'une, c'est qu'il se passe dans une atmosphère de confiance, l'autre que ses débats aient un caractère de sérieux.

Clément : Il n'y avait eu qu'une seule action internationale. On la ridiculise !

Combes déclare ne vouloir parler que des moyens préventifs. Il les déclare illusoire. Il dit que, pas de guerre, la classe ouvrière ferait la Révolution.

Dumoulin énonce les conditions indispensables à la portée du Congrès : l'une, c'est qu'il se passe dans une atmosphère de confiance, l'autre que ses débats aient un caractère de sérieux.

Clément : Il n'y avait eu qu'une seule action internationale. On la ridiculise !

Combes déclare ne vouloir parler que des moyens préventifs. Il les déclare illusoire. Il dit que, pas de guerre, la classe ouvrière ferait la Révolution.

Dumoulin énonce les conditions indispensables à la portée du Congrès : l'une, c'est qu'il se passe dans une atmosphère de confiance, l'autre que ses débats aient un caractère de sérieux.

Clément : Il n'y avait eu qu'une seule action internationale. On la ridiculise !

Combes déclare ne vouloir parler que des moyens préventifs. Il les déclare illusoire. Il dit que, pas de guerre, la classe ouvrière ferait la Révolution.

Dumoulin énonce les conditions indispensables à la portée du Congrès : l'une, c'est qu'il se passe dans une atmosphère de confiance, l'autre que ses débats aient un caractère de sérieux.

Clément : Il n'y avait eu qu'une seule action internationale. On la ridiculise !

Combes déclare ne vouloir parler que des moyens préventifs. Il les déclare illusoire. Il dit que, pas de guerre, la classe ouvrière ferait la Révolution.

Dumoulin énonce les conditions indispensables à la portée du Congrès : l'une, c'est qu'il se passe dans une atmosphère de confiance, l'autre que ses débats aient un caractère de sérieux.

Clément : Il n'y avait eu qu'une seule action internationale. On la ridiculise !

Combes déclare ne vouloir parler que des moyens préventifs. Il les déclare illusoire. Il dit que, pas de guerre, la classe ouvrière ferait la Révolution.

Dumoulin énonce les conditions indispensables à la portée du Congrès : l'une, c'est qu'il se passe dans une atmosphère de confiance, l'autre que ses débats aient un caractère de sérieux.

Clément : Il n'y avait eu qu'une seule action internationale. On la ridiculise !

Combes déclare ne vouloir parler que des moyens préventifs. Il les déclare illusoire. Il dit que, pas de guerre, la classe ouvrière ferait la Révolution.

Dumoulin énonce les conditions indispensables à la portée du Congrès : l'une, c'est qu'il se passe dans une atmosphère de confiance, l'autre que ses débats aient un caractère de sérieux.

Clément : Il n'y avait eu qu'une seule action internationale. On la ridiculise !

Combes déclare ne vouloir parler que des moyens préventifs. Il les déclare illusoire. Il dit que, pas de guerre, la classe ouvrière ferait la Révolution.

Dumoulin énonce les conditions indispensables à la portée du Congrès : l'une, c'est qu'il se passe dans une atmosphère de confiance, l'autre que ses débats aient un caractère de sérieux.

Clément : Il n'y avait eu qu'une seule action internationale. On la ridiculise !

Combes déclare ne vouloir parler que des moyens préventifs. Il les déclare illusoire. Il dit que, pas de guerre, la classe ouvrière ferait la Révolution.

Dumoulin énonce les conditions indispensables à la portée du Congrès : l'une, c'est qu'il se passe dans une atmosphère de confiance, l'autre que ses débats aient un caractère de sérieux.

Clément : Il n'y avait eu qu'une seule action internationale. On la ridiculise !

Combes déclare ne vouloir parler que des moyens préventifs. Il les déclare illusoire. Il dit que, pas de guerre, la classe ouvrière ferait la Révolution.

Dumoulin énonce les conditions indispensables à la portée du Congrès : l'une, c'est qu'il se passe dans une atmosphère de confiance, l'autre que ses débats aient un caractère de sérieux.

Clément : Il n'y avait eu qu'une seule action internationale. On la ridiculise !

Combes déclare ne vouloir parler que des moyens préventifs. Il les déclare illusoire. Il dit que, pas de guerre, la classe ouvrière ferait la Révolution.

Dumoulin énonce les conditions indispensables à la portée du Congrès : l'une, c'est qu'il se passe dans une atmosphère de confiance, l'autre que ses débats aient un caractère de sérieux.

Clément : Il n'y avait eu qu'une seule action internationale. On la ridiculise !

cat, mais aux individus, à décider de l'attitude à prendre.

Pérol estime que la grève générale serait impossible dans les petits centres, mais que néanmoins les travailleurs sauraient s'opposer à la guerre.

Hebrard insiste sur la nécessité d'aboutir à une décision.

Bigot vient démontrer combien seraient graves les conséquences d'un échec de la grève de 24 heures. Il faut donc, très nettement, établir les conditions. La première, il place une organisation forte et une éducation de classe. Il y a aussi l'action internationale, se hâte-t-il d'ajouter.

Elle seule en imposera au Capitalisme. D'ailleurs, aucune action d'autonomie ne peut tenir devant le fantôme de la guerre.

Bigot ne continue pas son discours et quitte le tribunal, le président lui ayant fait observer que ce n'était pas le sujet.

Dupuy accepte la grève générale comme moyen préventif, d'opportunité, comme moyen constant il préconise le boycottage de la presse bourgeoise.

Guinchard fait de fortes réserves sur la proclamation de la grève générale.

On dit : Que chacun prenne ses responsabilités. C'est très facile, quand on n'a personne derrière soi.

Pour moi, j'estime la grève nécessaire. L'absence que le petit de guerre susciterait les enthousiasmes ouvriers, au nom de ma fédération, le vote dans la grève.

Pour une action internationale

Le débat est clos. Le président donne lecture d'une motion signée par plusieurs camarades. Elle demande la grève générale de 24 heures pour le 16 décembre. Des objections sont immédiatement présentées contre cette date, et Jouhaux demande quel effet, on s'en rapporte pour la fixer à la commission.

Mais il faut une date. Ce n'est pas une décision de principe qui doit sortir d'ici, mais quelque chose qui aura force de loi, dans la mesure où elle aura été votée par la majorité, faire naître l'unité, l'heure est venue de l'action.

Liquet fait appel à la réflexion de tous. Il ne s'agit pas de proclamer un principe, ce qui serait sans risque, il faut choisir l'heure et les conditions du mouvement.

A la vérité, malgré les difficultés diverses que nous connaissons, nous serions plus heureux et plus forts si notre action était internationale. Si l'on prenait à Bâle une décision identique à la vôtre et si la date était différente.

Voir : Nous nous rallierons à cette date.

Liquet : Bien. Je vous demande de ne pas vous lasser. Tâchez de rendre votre action aussi simple que possible, le même jour, le même lieu, et si possible, le même lieu.

Soit à la vérité, malgré les difficultés diverses que nous connaissons, nous serions plus heureux et plus forts si notre action était internationale. Si l'on prenait à Bâle une décision identique à la vôtre et si la date était différente.

Voir : Nous nous rallierons à cette date.

Liquet : Bien. Je vous demande de ne pas vous lasser. Tâchez de rendre votre action aussi simple que possible, le même jour, le même lieu, et si possible, le même lieu.

Soit à la vérité, malgré les difficultés diverses que nous connaissons, nous serions plus heureux et plus forts si notre action était internationale. Si l'on prenait à Bâle une décision identique à la vôtre et si la date était différente.

Voir : Nous nous rallierons à cette date.

Liquet : Bien. Je vous demande de ne pas vous lasser. Tâchez de rendre votre action aussi simple que possible, le même jour, le même lieu, et si possible, le même lieu.

Soit à la vérité, malgré les difficultés diverses que nous connaissons, nous serions plus heureux et plus forts si notre action était internationale. Si l'on prenait à Bâle une décision identique à la vôtre et si la date était différente.

Voir : Nous nous rallierons à cette date.

Liquet : Bien. Je vous demande de ne pas vous lasser. Tâchez de rendre votre action aussi simple que possible, le même jour, le même lieu, et si possible, le même lieu.

Soit à la vérité, malgré les difficultés diverses que nous connaissons, nous serions plus heureux et plus forts si notre action était internationale. Si l'on prenait à Bâle une décision identique à la vôtre et si la date était différente.

Voir : Nous nous rallierons à cette date.

Liquet : Bien. Je vous demande de ne pas vous lasser. Tâchez de rendre votre action aussi simple que possible, le même jour, le même lieu, et si possible, le même lieu.

Soit à la vérité, malgré les difficultés diverses que nous connaissons, nous serions plus heureux et plus forts si notre action était internationale. Si l'on prenait à Bâle une décision identique à la vôtre et si la date était différente.

Voir : Nous nous rallierons à cette date.

Liquet : Bien. Je vous demande de ne pas vous lasser. Tâchez de rendre votre action aussi simple que possible, le même jour, le même lieu, et si possible, le même lieu.

Soit à la vérité, malgré les difficultés diverses que nous connaissons, nous serions plus heureux et plus forts si notre action était internationale. Si l'on prenait à Bâle une décision identique à la vôtre et si la date était différente.

Voir : Nous nous rallierons à cette date.

Liquet : Bien. Je vous demande de ne pas vous lasser. Tâchez de rendre votre action aussi simple que possible, le même jour, le même lieu, et si possible, le même lieu.

Soit à la vérité, malgré les difficultés diverses que nous connaissons, nous serions plus heureux et plus forts si notre action était internationale. Si l'on prenait à Bâle une décision identique à la vôtre et si la date était différente.

Voir : Nous nous rallierons à cette date.

Liquet : Bien. Je vous demande de ne pas vous lasser. Tâchez de rendre votre action aussi simple que possible, le même jour, le même lieu, et si possible, le même lieu.

Soit à la vérité, malgré les difficultés diverses que nous connaissons, nous serions plus heureux et plus forts si notre action était internationale. Si l'on prenait à Bâle une décision identique à la vôtre et si la date était différente.

Voir : Nous nous rallierons à cette date.

Liquet : Bien. Je vous demande de ne pas vous lasser. Tâchez de rendre votre action aussi simple que possible, le même jour, le même lieu, et si possible, le même lieu.

Soit à la vérité, malgré les difficultés diverses que nous connaissons, nous serions plus heureux et plus forts si notre action était internationale. Si l'on prenait à Bâle une décision identique à la vôtre et si la date était différente.

Voir : Nous nous rallierons à cette date.

Liquet : Bien. Je vous demande de ne pas vous lasser. Tâchez de rendre votre action aussi simple que possible, le même jour, le même lieu, et si possible, le même lieu.

Soit à la vérité, malgré les difficultés diverses que nous connaissons, nous serions plus heureux et plus forts si notre action était internationale. Si l'on prenait à Bâle une décision identique à la vôtre et si la date était différente.

Voir : Nous nous rallierons à cette date.

Liquet : Bien. Je vous demande de ne pas vous lasser. Tâchez de rendre votre action aussi simple que possible, le même jour, le même lieu, et si possible, le même lieu.

Soit à la vérité, malgré les difficultés diverses que nous connaissons, nous serions plus heureux et plus forts si notre action était internationale. Si l'on prenait à Bâle une décision identique à la vôtre et si la date était différente.

Voir : Nous nous rallierons à cette date.

Liquet : Bien. Je vous demande de ne pas vous lasser. Tâchez de rendre votre action aussi simple que possible, le même jour, le même lieu, et si possible, le même lieu.

Soit à la vérité, malgré les difficultés diverses que nous connaissons, nous serions plus heureux et plus forts si notre action était internationale. Si l'on prenait à Bâle une décision identique à la vôtre et si la date était différente.

Voir : Nous nous rallierons à cette date.

Liquet : Bien. Je vous demande de ne pas vous lasser. Tâchez de rendre votre action aussi simple que possible, le même jour, le même lieu, et si possible, le même lieu.

Soit à la vérité, malgré les difficultés diverses que nous connaissons, nous serions plus heureux et plus forts si notre action était internationale. Si l'on prenait à Bâle une décision identique à la vôtre et si la date était différente.

Voir : Nous nous rallierons à cette date.

Liquet : Bien. Je vous demande de ne pas vous lasser. Tâchez de rendre votre action aussi simple que possible, le même jour, le même lieu, et si possible, le même lieu.

Soit à la vérité, malgré les difficultés diverses que nous connaissons, nous serions plus heureux et plus forts si notre action était internationale. Si l'on prenait à Bâle une décision identique à la vôtre et si la date était différente.

Voir : Nous nous rallierons à cette date.

Liquet : Bien. Je vous demande de ne pas vous lasser. Tâchez de rendre votre action aussi simple que possible, le même jour, le même lieu, et si possible, le même lieu.

Soit à la vérité, malgré les difficultés diverses que nous connaissons, nous serions plus heureux et plus forts si notre action était internationale. Si l'on prenait à Bâle une décision identique à la vôtre et si la date était différente.

Entre la Guerre et la Paix

LA PREMIERE ENTREVEUE DES PLENIPOTENTIAIRES

Le Choléra immobilise les Bulgares

Les plénipotentiaires chargés de négocier l'armistice se sont enfin rencontrés hier dimanche.

C'est tout ce qu'on sait de certain, à l'heure qu'il est, sur les pourparlers.

Les conditions des alliés, telles qu'elles sont indiquées plus ou moins exactement dans les dépêches d'aujourd'hui, ne sont pas précisément de nature à faire espérer une heureuse issue des négociations.

Une communication officielle de Constantinople déclare catégoriquement que les délégués turcs discuteront seulement au cas où les conditions des alliés seraient modifiées.

Une autre information précise que la Porte resterait irréductible sur la question de la reddition d'Andrinople.

Mais la nouvelle la plus importante nous vient par le canal de la légation de Bulgarie à Paris. Elle annonce la décision du haut commandement bulgare de cesser tout mouvement en avant des troupes vers Tchataldja, pour préserver celles-ci du choléra.

Le choléra apparaît donc bien — et humiliant que ce soit de l'avouer, au commencement du vingtième siècle — comme le facteur de paix le plus sûr.

Les microbes se chargent de mettre fin aux méfaits des hommes ; le choléra réussira là où la diplomatie des pays les plus civilisés s'est montrée totalement impuissante et incapable, — quelle terrible accusation contre ceux, classes et gouvernements, qui ont en main les destinées de l'Europe !

La Turquie et les Alliés

LES NEGOCIATIONS

Sofia, 24 novembre. — Les plénipotentiaires bulgares sont arrivés hier soir à la ville de Tchataldja, communication a été donnée à la Porte que la rencontre avec les plénipotentiaires turcs avait lieu entre les positions occupées par les deux armées.

La première entrevue entre les plénipotentiaires a eu lieu ce matin dans les conditions les plus favorables.

Quelles seraient les conditions des alliés.

Sofia, 24 novembre. — On dit ici que les propositions des alliés tendraient à laisser à la Turquie la ville de Constantinople avec un hinterland, suivant une ligne droite, allant de Midia, sur la mer Noire, à l'embouchure de la Maritza.

Les alliés seraient disposés à reconnaître l'autonomie de l'Albanie.

Vienne, 24 novembre. — On mande de Sofia à la Neue Freie Presse que les conditions de la paix sont les suivantes : 1. Reconquête de la Turquie aux territoires occupés avec, comme frontière, la ligne Midia-Saraj-Korlu à l'embouchure de la Maritza et occupation du territoire de Tchataldja jusqu'à paiement d'une indemnité de guerre de 700 millions de francs.

Une indemnité de guerre de un milliard !

Rome, 24 novembre. — La Tribuna apprend d'une personnalité bien informée que l'indemnité de guerre exigée de la Turquie est de un milliard deux cent millions reviendraient à la Serbie.

La Turquie demandera des conditions moins dures.

Constantinople, 24 novembre, 11 h. 10. — Officiellement, à la suite de la nomination des plénipotentiaires bulgares, la Porte a envoyé, outre Nazim Pacha, Rehid pacha, ministre du commerce, Osman Nizami pacha et Hadj, chef d'état-major, délégués pour discuter les conditions de l'armistice.

La peur du choléra au quartier général bulgare

La légation du Bulgare à Paris communique la dépêche suivante :

Kirk-Kilissé, 24 novembre. — Le quartier général, ayant appris que le choléra sévit dans l'armée turque à Tchataldja et que tout le terrain en est infesté, a donné l'ordre aux troupes bulgares de cesser tout mouvement en avant, pour que la maladie ne se propage pas dans les rangs bulgares et ne fasse pas de victimes inutiles.

LES HOSTILITES

A TCHATALDJA

Malgré le commencement effectif des pourparlers, le canon n'a pas encore cessé de tonner sur les lignes de Tchataldja.

Cependant la canonnade paraît être une simple démonstration — on dirait un moyen diplomatique destiné à montrer qu'on n'a pas peur.

Une dépêche de Constantinople, 24 novembre, dit que le combat d'artillerie se continue aux avant-postes de Tchataldja.

DEVANT ANDRINOPLE

Version turque

Les Bulgares ayant annoncé hier une sortie malheureuse de la garnison, les Turcs, comme de coutume, annoncent le contraire :

Constantinople, 24 novembre. — Un journal turc du soir apprend que la garnison d'Andrinople a fait hier une nouvelle sortie victorieuse dans la direction de Kirk-Kilissé ; les Bulgares ont perdu de nombreux morts et blessés.

LES COMBATS DE MONASTIR

Une boucherie

D'après des informations de source serbe, les troupes turques qui défendaient Monastir auraient eu 30.000 blessés.

Les pertes du côté serbe, au cours des combats qui ont duré quatre jours et quatre nuits, sont évaluées à 7.000 tués ou blessés.

Le voyage de l'archiduc à Berlin

La signification exacte du voyage de l'archiduc héritier d'Autriche reste enveloppée de mystère.

Une note conçue en termes sibyllins et publiée par la Gazette de Francfort, sous forme de dépêche de Vienne, parle délicieusement de la « clarté complète » que le voyage de l'archiduc aurait apportée dans les rapports austro-allemands.

La note ajoute aussi délicieusement que « s'il restait encore sur ce point quelque détail imparfaitement réglé, il a dû y être mis d'ordre » à la conférence d'hier entre les deux chefs d'état-major général.

En termes compréhensibles, la même idée de la solidarité qui lie l'Allemagne et l'Autriche, est exprimée par l'organe de l'archiduc, la Reichspost de Vienne.

Ce journal publie une dépêche de Berlin conçue ainsi :

On déclare, dans les cercles bien informés que l'Allemagne se tient fidèlement aux côtés de l'Autriche-Hongrie et que la Triple, plus solide que jamais marchera comme un bloc à l'occasion du règlement des questions balkaniques, notamment des questions relatives à l'Adriatique et des questions qui concernent la Roumanie.

L'Allemagne comme médiateur

Mais, d'autre part, la Gazette de Francfort émet l'idée que Guillaume II serait appelé à jouer en quelque sorte le rôle de médiateur entre l'Autriche et la Russie, parce que la tension qui se manifeste par les mesures militaires est réellement le facteur le plus inquiétant de la situation.

AUTRICHE ET RUSSIE

La presse de Vienne est moins nerveuse.

Vienne, 24 novembre. — Les journaux constatent que les nouvelles concernant les armements de la Russie à la frontière nord-est de l'Autriche-Hongrie sont accueillies ici avec calme et avec un grand sang-froid.

Le but n'en est pas clair. Si cependant il s'agissait d'un essai pour intimider l'Autriche-Hongrie au sujet de sa façon de faire valoir la politique certainement justifiée qu'elle suit à l'égard de la Serbie, ces mesures militaires de la Russie n'auraient certainement pas été si bien accueillies par la Monarchie ne se désolant pas de ses prétentions minimales.

La Reichspost aussi constate que cette nouvelle a été accueillie sans nervosité.

La R. P. et les Elections de 1914

DECLARATIONS DE M. CH. BENOIST

Tours, 24 novembre. — Dans une réunion donnée par la fédération républicaine, au Théâtre de Tours, sous la présidence de M. Ch. Benoist, ancien sénateur, M. Charles Benoist, membre de l'Institut, député de la Seine, a prononcé un discours dont nous détachons la déclaration suivante

L'Humanité

NEUVIÈME ANNÉE. — N° 3145.

JOURNAL SOCIALISTE QUOTIDIEN

MARDI 26 NOVEMBRE 1912.

5 C.

RÉDACTION & ADMINISTRATION

16, Rue du Croissant, Paris (2^e)

TELEPHONE 102-69

PUBLICITÉ : 110, Rue Réaumur — Téléphone : 225-10

Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus.

Directeur Politique :

JEAN JAURÈS

ABONNEMENTS

Paris, Seine et Seine-et-Oise	Départ	Étranger
Un An..... 18 fr. 21 fr. 24 fr. 25	Six Mois..... 10 fr. 12 fr. 14 fr. 15	Trois Mois..... 5 fr. 6 fr. 7 fr. 8
Un Mois..... 1 fr. 50 1 fr. 75		

Les Abonnements sont reçus SANS FRAIS dans tous les bureaux de Poste.

5 C.

Le Numéro

Le Congrès Socialiste de Bâle contre la Guerre

L'INTERNATIONALE EST UNANIME

LE MANIFESTE

Il est adopté à l'unanimité par le Congrès International

DISCOURS DE GREULICH, JAURÈS, ADLER, KEIR HARDIE, HAASE, TROELSTRA, CLARA ZETKIN, SAKASOFF, VAILLANT, AGNINI, B.BEL

L'Internationale a formulé dans ses Congrès de Stuttgart et de Copenhague les règles d'action du prolétariat de tous les pays pour la lutte contre la guerre. Si une guerre menaçait d'éclater, c'est un devoir de la classe ouvrière dans les pays concernés, c'est un devoir pour leurs représentants dans le Parlement, avec l'appui du Bureau socialiste international, d'agir de façon à empêcher la guerre, de faire tous leurs efforts pour empêcher la guerre par tous les moyens qui leur paraissent les plus appropriés, et qui varient naturellement selon l'acuité de la lutte des classes et la situation politique générale. Au cas où la guerre éclaterait néanmoins, c'est leur devoir de s'entretenir pour la faire passer promptement et d'utiliser de toutes leurs forces la crise économique et politique créée par la guerre pour agiter les couches populaires les plus profondes et précipiter la chute de la domination.

Plus que jamais, les événements nous ont fait voir que le prolétariat international doit donner son action concertée toute la vigueur et toute l'énergie possibles ; d'une part, la lutte universelle des armements, en agitant la classe de la rue, à empêcher les antagonismes de classe et à créer dans la classe ouvrière un intolérable malaise.

Elle peut mettre un terme à ce régime de rapine et de gaspillage ; d'autre part, les menées de guerre, qui reviennent périodiquement, sont de plus en plus révolutionnaires, les grands peuples européens sont constamment sur le point d'être jetés les uns contre les autres, sans qu'on puisse prévoir ces attentats contre l'humanité et contre la raison du moindre prétexte d'intérêt national.

La crise des Balkans, qui a déjà causé tant de désastres, deviendrait, en se généralisant, le plus effroyable danger pour la civilisation et pour le prolétariat.

Elle serait, en même temps, un des plus grands scandales de l'histoire, par la disproportion du conflit, l'absence de catastrophe et la futilité des intérêts qu'on invoque.

L'Unanimité Ouvrière et Socialiste. C'est donc avec joie que le Congrès constate la même unanimité des partis socialistes et des syndicats de tous les pays dans la guerre contre la guerre.

Partout les prolétaires se sont élevés en même temps contre l'impérialisme. Chaque section de l'Internationale a opposé au gouvernement de son pays la résistance du prolétariat, et mis en mouvement l'opinion publique de sa nation contre les fantaisies guerrières.

Ainsi s'est affirmée une grandiose coopération des ouvriers de tous les pays, qui a déjà contribué beaucoup à sauver la paix du monde menacée.

La peur des classes dirigeantes, devant une révolution prolétarienne qui serait la suite d'une guerre universelle, a été une garantie essentielle de la paix.

Le Congrès demande aux partis socialistes de continuer vigoureusement leur action par tous les moyens qui leur paraissent appropriés. Pour cette action commune, il assigne à chaque parti socialiste sa tâche particulière.

Aux Socialistes des Balkans. Les socialistes des Balkans devront s'opposer au renouvellement des anciennes inimitiés entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie.

Les Partis socialistes de la péninsule des Balkans ont une lourde tâche. Les grandes puissances de l'Europe ont contribué, par l'ajournement systématique de toutes les réformes, à créer en Turquie, en Grèce, en Roumanie, et en Albanie, un désordre économique et politique, et une surexcitation de passions nationales qui devait conduire nécessairement à la révolution et à la guerre contre l'exploitation de cet état de choses par les dynasties et par les classes bourgeoises.

Les socialistes des Balkans ont dressé avec un héroïque courage les revendications d'une Fédération démocratique. Le Congrès leur demande de persévérer dans leur admirable attitude. Il compte que la démocratie socialiste des Balkans mettra tout en œuvre, après la guerre, pour empêcher que les résultats acquis au prix de tant de sacrifices ne soient compromis et dévorés par les dynasties et par le militarisme, par une bourgeoisie balkanique, avide d'expansion.

Le Congrès demande particulièrement aux socialistes des Balkans de s'opposer avec force, non seulement au renouvellement des anciennes inimitiés entre Serbes, Bulgares, Roumains et Grecs, mais à toute oppression des peuples balkaniques qui se trouvent à cette heure dans un autre camp. Les Turcs et les Albanais.

L'Autonomie de l'Albanie et de la Serbie. Les socialistes des Balkans ont le devoir de combattre toutes intrigues faites

aux droits de ces peuples, et d'affirmer contre le chauvinisme et les passions nationales déchaînées la fraternité de tous les peuples des Balkans, y compris les Albanais, les Turcs et les Roumains.

Les socialistes d'Autriche, de Hongrie, de Croatie, de Slovaquie, de Bosnie et d'Herzégovine ont le devoir de continuer de toutes leurs forces leur opposition énergique à toute attaque de la monarchie du Danube contre la Serbie.

C'est leur devoir de résister comme ils l'ont fait jusqu'ici à la politique qui tend à dépouiller la Serbie, par la force des armes, des résultats de son effort pour la transformer en une colonie autrichienne et, pour des intérêts dynastiques, à impliquer les peuples de l'Autriche-Hongrie, et avec eux toutes les nations de l'Europe, dans les plus graves périls.

Les socialistes d'Autriche-Hongrie doivent lutter aussi dans l'avenir pour que les fractions des peuples sud-slaves, dominées maintenant par la maison des Habsbourg, obtiennent à l'intérieur même de la monarchie austro-hongroise le droit de se gouverner eux-mêmes démocratiquement.

Les socialistes d'Autriche-Hongrie comme les socialistes d'Italie donneront une attention particulière à la question albanaise. Le Congrès reconnaît le droit du peuple albanais à l'autonomie, mais il n'entend pas que sous prétexte d'autonomie, l'Albanie soit sacrifiée aux ambitions austro-hongroises et italiennes.

Le Congrès voit là, non seulement un péril pour l'Albanie elle-même, mais encore dans un temps peu éloigné une menace pour la paix entre l'Autriche-Hongrie et l'Italie. C'est seulement comme membre autonome d'une Fédération démocratique des Balkans que l'Albanie peut mener vraiment une vie indépendante.

Le Congrès demande donc aux socialistes d'Autriche-Hongrie et d'Italie de continuer leur tentative de libre gouvernement d'ensemble de l'Albanie dans leur sphère d'influence. Il leur demande de continuer leurs efforts pour assurer des résultats pacifiques, entre l'Autriche-Hongrie et l'Italie.

Contre le tsarisme. C'est avec une grande joie que le Congrès salue les grèves de protestation des ouvriers russes ; il y voit une preuve que le prolétariat de Russie et de Pologne commence à se remettre des coups que la contre-révolution tsariste lui a portés.

Le Congrès voit dans cette action ouvrière la plus forte garantie contre les criminelles intrigues du tsarisme qui, après avoir éradiqué dans le sang les peuples de son empire, après avoir infligé des trahisons nombreuses aux peuples des Balkans, tend à leur imposer une nouvelle guerre, en maintenant entre eux des suites qu'une guerre aurait pour lui et la peur d'un mouvement nationaliste que lui-même a créé.

Quand donc, maintenant, le tsarisme s'essaye à paraître comme un libérateur des nations balkaniques, ce n'est que pour reconquérir sous un hypocrite prétexte et par une injure sanglante, sa prépondérance dans les Balkans.

Le Congrès compte que la classe ouvrière des villes et des campagnes de Russie, de Finlande et de Pologne, usant de sa force accrue déchirera ce voile de mensonges, s'opposera à toute aventure guerrière du tsarisme, à toutes entreprises, soit sur l'Albanie, soit sur Constantinople, et concentrera toutes ses forces dans un nouveau combat de libération contre le despotisme tsariste.

Le tsarisme est l'espérance de toutes les puissances de réaction de l'Europe, le plus terrible ennemi de la démocratie européenne, comme il est le plus terrible ennemi du peuple russe. L'Internationale considère qu'après sa chute est une de ses tâches principales.

Aux travailleurs de France, d'Allemagne et d'Angleterre. Mais la tâche la plus importante dans l'action internationale incombait aux travailleurs d'Allemagne, de France et d'Angleterre.

En ce moment, les travailleurs de ces pays doivent demander à leurs gouvernements de refuser tout secours à l'Autriche-Hongrie et à la Russie, de s'abstenir de toute implication dans les troubles balkaniques et de garder une neutralité absolue.

Si, entre les trois grands pays qui jouent la civilisation humaine, une guerre éclatait pour la querelle serbo-autrichienne au sujet d'un port, ce serait une criminelle folie. Les travailleurs d'Allemagne et de France n'acceptent pas que des traités secrets puissent jamais leur faire une obligation d'entrer dans le conflit des Balkans.

Si dans la suite, l'effondrement militaire de la Turquie ébranlait la puissance ottomane en Asie-Mineure, c'est le devoir des socialistes d'Angleterre, de France et d'Allemagne, de s'opposer de toutes leurs forces à une politique de conquête en Asie-Mineure, qui mènerait droit à la guerre universelle.

Le Congrès considère comme le plus grand danger pour la paix de l'Europe l'hostilité artificiellement entretenue entre la Grande-Bretagne et l'empire allemand.

Il faut les efforts de la classe ouvrière des deux pays pour apaiser cet antagonisme. Il estime que le meilleur moyen à cet effet sera la conclusion d'un accord sur la limitation des armements navals et sur l'abolition du droit de prise maritime.

Le Congrès demande aux socialistes d'Angleterre et d'Allemagne leur propagande en vue de cet accord. L'apaisement des antagonismes entre l'Allemagne, d'une part, la France et l'Angleterre, d'autre part, écarterait le plus grand péril pour la paix du monde.

Il ébranlerait la puissance du tsarisme qui exploite cet antagonisme, il rendrait impossible toute attaque de l'Autriche-Hongrie contre la Serbie, et il assurerait la paix universelle ; tous les efforts de l'Internationale devant tendre vers ce but.

Sommations aux gouvernements. Le Congrès constate que toute l'Internationale socialiste est unie sur ces idées essentielles de la politique extérieure.

Il demande aux gouvernements de tous les pays d'opposer à l'impérialisme, capitaliste, la force de la solidarité internationale du prolétariat ; il avertit les classes dirigeantes de tous les pays de ne pas accroître encore par des actions de guerre la misère infligée aux masses par le mode de production capitaliste. Il demande, il exige la paix.

Que les gouvernements sachent bien que dans l'état actuel de l'Europe et dans la disposition d'esprit de la classe ouvrière, ils ne pourraient, sans péril pour eux-mêmes, déclencher la guerre.

Qu'ils se souviennent que la guerre franco-allemande a provoqué l'explosion révolutionnaire de la Commune, que la guerre russo-japonaise a mis en mouvement les forces de révolution des peuples de la Russie ; qu'ils se souviennent que le malaise provoqué par la surenchère des dépenses militaires et navales a donné aux conflits sociaux en Angleterre et sur le continent une acuité inaccoutumée et déchaîné des grèves formidables.

Ils seraient fous s'ils ne sentaient pas que la seule tête d'une guerre monstrueuse soulève l'indignation et la colère du prolétariat de tous les pays.

Les travailleurs considèrent comme un crime de tirer les uns sur les autres pour le profit des capitalistes ou l'orgueil des dynasties ou les combinaisons des traités secrets.

Si les gouvernements, supprimant toute possibilité d'évolution régulière, accablent le prolétariat de toute l'Europe de résolutions désespérées, c'est eux qui porteront toute la responsabilité de la crise provoquée par eux.

La mission historique du prolétariat international. L'Internationale redoublera d'efforts pour prévenir la guerre par sa propagande de toujours plus intense, par sa protestation toujours plus ferme.

Le Congrès charge à cet effet le Bureau socialiste international de suivre les événements avec un redoublement d'attention et de maintenir, quoi qu'il advienne, les communications et les liens entre les partis prolétariens de tous les pays.

Le prolétariat a conscience que c'est sur lui que repose à cette heure tout l'avenir de l'humanité et il emploiera toute son énergie pour empêcher l'accomplissement de la fleur de tous les peuples menacés, de toutes les horreurs et de la peste.

Le Congrès fait appel à tous les prolétaires et socialistes de tous les pays, pour que, dans cette heure décisive, vous fassiez entendre votre voix et affirmiez votre volonté sous toutes les formes et par tous les moyens.

Élevez de toute votre force votre protestation unanime dans les Parlements ; unissez-vous dans des manifestations et actions de masses, utilisez tous les moyens que l'organisation et la force du prolétariat met en vos mains, de telle sorte que les gouvernements sentent constamment devant eux la volonté attentive et agissante d'une classe ouvrière résolue à la paix.

Opposez ainsi au monde capitaliste de l'exploitation et du meurtre les masses du monde prolétarien de la paix et de l'union des peuples.

Bâle, 25 novembre. — Ce sont des jours inoubliables que nous venons de vivre. Jamais peut-être les délégués socialistes de toutes nations n'ont eu si vivement conscience de la noble et lourde mission qu'ils remplissent en ces Congrès.

C'est qu'il ne s'agissait plus cette fois de discussions doctrinales, c'est qu'il ne s'agissait plus de dégager de la multiplicité des efforts nationaux les tendances générales de l'action socialiste, ou de formuler en résolutions antagonistes les oppositions de tempérament ou les diversités de tactique.

Plus de fractions, plus de tendances, nulle idée de majorité... chez tous la même volonté de donner à l'action de l'Internationale le maximum de force et d'efficacité.

Jamais dans les commissions, jamais au sein du bureau, n'avait régné un tel désir de faire droit aux aspirations ou aux idées de chaque peuple.

C'est ce que la section française a peut-être senti plus profondément qu'aucune autre. Si les difficultés de leur propagande avaient fait souhaiter par les délégués de plusieurs nations que les mots de grève générale, d'insurrection contre la guerre, ne fussent pas inscrits dans le texte de la motion, point n'était besoin même de formule révolutionnaire qui impliquait la même pensée. Tous donnaient par leurs paroles, par leurs accents d'émotion, par leurs conversations intimes l'absolue certitude que, quel qu'il fût, devant un tel effort, qu'aucun ne reculerait pour empêcher ou arrêter la guerre criminelle.

Et, tandis que les rumeurs sinistres de complications austro-serbes, de mobilisation autrichienne, se répandaient dans nos groupes, il apparaissait que pour tous ceux qui avaient charge de responsabilités, la question n'était plus seulement une question générale, mais déjà une question toute personnelle et intime. Chacun envisageait avec sincérité et fermeté son devoir.

« Si tu ne donnes aussi ta vie, sache que tu n'as rien donné. » Le mot d'Ibsen nous revenait à la mémoire. C'était la conviction de la foule tout à tour enthousiaste et recueillie, qui écoutait les orateurs. Et, Jaurès l'exprima avec une émotion indicible.

Mais ce qui apparaît avant tout, aux congressistes de Bâle, ce qui pour les jours graves, qui peut-être nous attendent, donne confiance et espoir, c'est la grande force mondiale que déjà l'Internationale possède, force que lui

donne l'organisation matérielle de ses Partis nationaux ; or, c'est ce qui assure l'unité de cette politique internationale qu'elle est parvenue à définir en claire formule dans son manifeste.

Alors que les gouvernants incertains, hésitants ou insensés perpétuent les antagonismes, ainsi il suffit que l'Internationale, héritière de la grande révolution, s'inspire des droits de la démocratie pour que tous, Autrichiens, Allemands, Français, Russes, Anglais, conçoivent d'identiques jugements et des résolutions unanimes.

Oh ! ce n'est pas par hasard que les portes du vieux « munster » se sont ouvertes toutes grandes devant le pacifique cortège de ce Congrès. Ce n'est pas par hasard que les vieilles cloches de la chrétienté se sont mises à sonner à son approche. Ce n'est pas par hasard que le gouvernement démocratique de Bâle est venu saluer son effort.

Quand l'Europe du moyen âge était ravagée par les guerres féodales, c'était l'Eglise qui tendait à imposer aux barons ou aux rois la Paix de Dieu ; c'étaient les moines populaires qui, du haut des chaires, tonnaient contre les crimes.

Dans l'Europe du XX^e siècle, l'Internationale ouvrière aura, assez de foi et d'autorité pour imposer aux gouvernants capitalistes la paix des Peuples.

ALBERT THOMAS.

Bâle, 25 novembre. — (Par téléphone de la capitale). — La deuxième journée du Congrès a été présidée par le vétérinaire des socialistes suisses, Greulich, lequel, malgré ses soixante-dix ans passés, possède une figure et une flamme d'enthousiasme toute jeune ne se démentant pas un seul instant.

Discours de Greulich. En prenant possession de la présidence, il jette un coup d'œil en arrière, vers le troisième Congrès de la Vieille Internationale qui se tint il y a quarante-trois ans dans cette même cité, et dont il est un des rares participants survivants.

Alors, le grand journal bourgeois anglais le Times avait pu écrire que l'Internationale était, une grande âme dans un petit corps. Elle comptait presque autant de conceptions divergentes que de délégués. On discutait des questions purement doctrinales et abstraites, telles que celles de la propriété foncière ou de l'héritage. Aujourd'hui, au contraire, nous sommes tous d'accord sur les principes et les doctrines universellement acceptées par l'Internationale.

Ces ne discussions que des questions de tactique sur lesquelles la propre ferveur tend à s'attacher de plus en plus, et même à disparaître.

Greulich annonce que le bureau a siégé hier jusqu'à minuit pour se mettre d'accord sur une résolution. Il y est parvenu, et nous pouvons donc aboutir aujourd'hui,

si nous voulons ne pas être une assemblée parlante. Ainsi beaucoup de camarades d'ici pourront être demain matin de retour à l'atelier ou au bureau.

En terminant, le président adresse ses remerciements au Congrès au Conseil d'Etat de Bâle pour son accueil, et au

Conseil de Paroisse qui a mis à la disposition du Congrès la cathédrale pour la grandiose démonstration d'hier.

Il y a eu beaucoup de camarades qui ont continué à arriver au Congrès, et nous les remercions de nous avoir adressés des ouvriers de Budapest, chargés et sabrés par la police dans une grande manifestation contre la guerre qu'ils ont faite hier ; un télégramme du nouveau Groupe socialiste de la quatrième Doune, composé de quinze députés, des Partis socialistes de Bulgarie ; de la Fédération des Pyrénées-Orientales ; des Ouvriers de Birmingham ; de nombreuses Fédérations syndicales d'Angleterre, d'Allemagne, d'Autriche et de Hollande.

Jaurès lit la résolution et la commente. La résolution rédigée par le Bureau est ensuite distribuée aux délégués, et Jaurès a la parole, comme l'un des trois rapporteurs désignés pour la soutenir devant le Congrès ; Victor Adler en étant chargé pour les pays de langue allemande, et Keir Hardie pour ceux de langue anglaise.

Jaurès donne ensuite lecture de la résolution dont on a lu le texte par ailleurs. A maintes reprises les passages les plus caractéristiques sont chaleureusement applaudis. Il faut suivre cette lecture de ces quelques observations :

Nous demandons très instamment au Congrès d'adopter unanimement cette résolution qui place l'union absolue du prolétariat dans tous les grands problèmes internationaux.

Mais trois grands traits caractérisent cette résolution. D'abord elle a défini la politique extérieure commune à toutes les fractions de l'Internationale, elle a donc fait œuvre positive, montrant aux gouvernements combattants leur serait facile de s'entendre. Il suffirait pour cela de s'inspirer comme les socialistes des droits des nations.

(Voir la suite en deuxième page).

LE CONGRÈS CONFÉDÉRAL CONTRE LA GUERRE

Pour l'Action préventive Pour répondre à une Déclaration de guerre

APPROBATION DU COMITÉ CONFÉDÉRAL

La deuxième séance publique du Congrès s'ouvre à deux heures et demie, sous la présidence de Lapiere (Union des Syndicats de Seine-et-Oise), qu'assistent la citoyenne Bermond (modistes de Paris) et René Lebrun (Union des Syndicats de l'Eure). Un tour de force qui semblait impossible a été réalisé : il y a plus de monde encore qu'hier où la salle était cependant pleine à craquer.

Lecture est donnée par le président d'un certain nombre d'adresses et d'ordres du jour ; un télégramme de cordiale sympathie envoyé au nom du prolétariat italien par Brancati, Vitelli et Mattioli ; un ordre du jour relatif à la catastrophe minière d'Alais et flétrissant l'impérialisme capitaliste qui en est responsable. Il est décidé que Diemlin sera délégué aux obèques des victimes. En outre, le Congrès approuve l'envoi à M. Berthon, défenseur des dix-neuf camarades qui passent en cour d'assises, d'un ordre du jour d'entière solidarité.

UNE CAMPAGNE D'AGITATION

On aborde l'ordre du jour. Le président donne lecture d'une proposition du Comité confédéral. Elle fixe au 16 décembre la date de la grève de vingt-quatre heures et

indique qu'elle sera précédée d'une campagne d'agitation et de meetings.

Le Congrès, désirant que sur une question aussi importante que celle d'une grève de vingt-quatre heures, aucune ambiguïté ne puisse exister et quant à sa réalisation, considérant que l'action doit être rapide pour avoir une influence efficace, décide de fixer la date de cette première démonstration contre toute éventualité de guerre au 16 décembre prochain.

Pour préparer, organiser cette action, une agitation constante est nécessaire, pour ce faire les syndicats devront dès le retour de leurs délégués, convoquer des assemblées générales de leurs adhérents.

Dans la semaine qui suivra, les Bourses du travail et unions de syndicats organiseront des réunions groupant l'ensemble des syndicats de leurs localités.

Enfin, pour couronner et parachever cette œuvre, de vastes meetings régionaux seront tenus le 14 décembre dans divers centres, après entente entre les unions de syndicats. Ces meetings préparatoires étant reliés entre elles par le lien de la progression, le Comité confédéral et les Fédérations coopératives aideront, en les coordonnant et les harmonisant, les efforts des Syndicats et des Bourses du travail.

Des protestations s'élèvent. Un délégué veut lire une motion, il trouve trop rapprochée la date choisie.

Jouhaux, au contraire, affirme que le délai fixé, encore que très réduit, sera

peut être trop long, si les événements se précipitent.

Mise aux voix la motion est adoptée à l'unanimité moins un très petit nombre de voix.

Son organisation

Il reste à discuter des moyens à mettre en œuvre pour le succès de cette campagne d'agitation.

Quellent préconise les tracts illustrés et son désir se trouve pris en considération. Bousquet se préoccupe surtout de toucher les masses paysannes.

Alors le président donne la liste des vingt-deux villes où, le 14, auront lieu les meetings régionaux. Plusieurs délégués l'estiment insuffisante et plaident pour leur ville propre, pour Brest, pour Rochefort, pour Saint-Nazaire, pour Montpellier ; Dupont demande le concours du C. C. pour l'envoi d'orateurs et Dret lui répond que les unions départementales doivent s'habituer à prendre des initiatives et à faire les frais des mouvements cependant que Bousquet fait remarquer l'insuffisance de ces réclames, puisque chaque ville qui voudra tenir un meeting le pourra.

Griffuelhes monte à la tribune. Il se dit surpris de la façon dont quelques-uns

